

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article2338>

Gwadeloup Terre de Ministres, MENâEuros!.

FOUT NOU NI CHANS !!

- Expressions - Tracts -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mardi 19 dÃ©cembre 2017

Mis Ã jour le : mardi 19 dÃ©cembre 2017

UGTG.org

Depuis quelques temps, la Guadeloupe ne compte pas une seule semaine sans une visite ministêrielle.

Vous lêEuros"avez tous compris : **Nou pa ni dlo, nou pa ni tranpê², nou pa ni travay, nou pa ni lopital, lavi chê**,
timoun annou an lari-la, ayen pa kay, êEuros!êEuros!.

AIê²s, yo dê©sidê© ban nou minis maten, midi ê© swa pou di nou : ê©« Je ne vous laisserai pas tomberê© ».

CêEuros"est donc au tour du ministre du travail de passer ovantratê© isidan. Elle prê©sidera une rê©union du CREFOP spê©cialement convoquê©e pour elle mardi soir pour vendredi matin, suivant un ordre du jour non prê©parê©, sans documentation et cela afin de faire le beau devant Madame la Ministre. **On Iê©**, **fo nou arê©tê© fê© jê© pou yo pran NOU o sê©ryê©.**

Elle doit ê©galemeñt rencontrer ê©lus, prê©fet et MEDEF afin de consolider le fameux plan jeunes, soit disant crê©ateur dêEuros"emploi.

Pour rappel :

Cette convention a ê©tê© nê©gociê©e avec Mmes BOREL-LINCERTIN, PAU-LANGEVIN (Ministre des outre-mer) et MM. Victorin LUREL (dê©putê©), Jacques BILLANT (prê©fet) et Bruno BLANDIN (prê©sident du MEDEF) ; et cela dans le plus grand secret car aucun syndicat ouvrier nêEuros"a eu connaissance de cette ê© nê©gociation ê© » ou plutê©t de cette escroquerie.

Ce dispositif, entiê©remeñt financê© et accompagnê© par lêEuros"Etat, le Conseil Rê©gional et le Conseil Dê©partemental, devait permettre le recrutement durable de jeunes MAIS SURTOUT en octroyant aux entreprises :

[-] Le financement de lêEuros"intê©gralitê© des charges par lêEuros"argent public, jusquêEuros"ê© 2,5 fois le SMIC.

- La prise en charge totale par lêEuros"Etat et la Rê©gion de la formation des salariê©s ;

- Le pilotage du dispositif qui est assurê© par une structure ê© Initiative Guadeloupe ê© » dirigê© par le patronat.

LêEuros"employeur, quant ê© lui, nêEuros"a aucune obligation dêEuros"emploi pê©renne. Il est libre dêEuros"embaucher qui il veut, pour la durê©e quêEuros"il souhaite, suivant le salaire quêEuros"il a dê©terminê©, utilisant ainsi les travailleurs comme de vê©ritables mouchoirs jetables. DêEuros"ailleurs, dans la convention, lêEuros"engagement du MEDEF se limite ê© ê© mobiliser les entreprises ê© ».

Autrement dit, il nêEuros"y a aucune obligation pour les employeurs et pourtant il sêEuros"agit dêEuros"utilisation de fonds publics.

Dê©s lors, on comprend bien lêEuros"augmentation des licenciements de salariê©s anciens pour embaucher des jeunes sous-payê©s, sans accords de branche, sans convention collective dans le but de rê©duire la masse salariale et de dê©truire les acquis sociaux. CêEuros"est ce permis de tuer que les ordonnances MACRON ont renforcê©. **MEDEF ka ri. I kontan.**

Gwadeloup Terre de Ministres, MENâEuros!. FOUT NOU NI CHANS !!

LâEuros"UGTG REAFFIRME QUâEuros"IL SâEuros"AGIT DâEuros"UN DISPOSITIF DESTINE A FOURNIR AUX EMPLOYEURS UNE MAIN DâEuros"OEUVRE GRATUITE, LEUR PERMETTANT DE SE REMPLIR LES POCHE AVEC LâEuros"ARGENT PUBLIC, SUR LE DOS DES JEUNES CHOMEURS DE GUADELOUPE TOUT EN DETRUISANT LES ACQUIS SOCIAUX.

Â
LâEuros"UGTG EXIGE LA MISE EN Â'UVRE DâEuros"UN VERITABLE PLAN DâEuros"URGENCE POUR LâEuros"EMPLOI ET LA FORMATION DES JEUNES TEL QUE DEFINI DANS LE PROTOCOLE LKP DU 04 MARS 2009 ;

LAS KOUYONNÃ0 NOU âEuros" RESPEKTÃ0 GWADLOUPÃ0YEN

Lapwent, 14.12.2017